

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### L'aide de la France : contre la pauvreté et pour la démocratie

#### Faire de la solidarité internationale une véritable priorité budgétaire

La France doit adopter une loi pluriannuelle qui permette de planifier et de contrôler qu'elle respecte bien son engagement à consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2012. Ce montant doit être réellement destiné à la réduction des inégalités, à l'accès aux droits fondamentaux et au renforcement des sociétés civiles. Par ailleurs, la France doit continuer de promouvoir la création de taxes internationales, notamment sur les flux financiers, pour financer la redistribution à l'échelle mondiale.

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB

Le programme du parti socialiste affirme que « *L'aide publique au développement réelle sera progressivement portée à 0,7 % du PIB. Cet effort doit privilégier l'éducation, la santé et les infrastructures* », en particulier « *pour aider les pays du Sud à se doter de politiques de santé efficaces* ».

##### Taxe internationale

Il propose de « mettre en place une taxe internationale de type 'Tobin' au terme d'une action concertée avec tous les pays où se situent des places boursières et financières » et affirme que « *la taxe sur les billets d'avion doit être généralisée et étendue à d'autres domaines : une taxe sur le budget publicitaire des laboratoires pharmaceutiques, une taxation des émissions de carbone* ».

##### Associer les bénéficiaires

Dans ses 100 propositions, Ségolène Royal parle de « *Réviser notre politique d'aide au développement : passer à un véritable co-développement en favorisant les projets concrets associant directement les bénéficiaires* ».

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Obligation de résultat

Le programme de l'UMP affirme : « *Notre politique d'aide au développement aura pour destination principale l'Afrique subsaharienne. Ses moyens seront augmentés, mais elle aura des obligations de résultat. Ses priorités seront la santé, notamment celle des femmes et des enfants, la formation professionnelle et technique, la formation des enseignants et le transfert des technologies propres.* ».

##### Plus d'efficacité

Il fait écho aux propos de Nicolas Sarkozy à Bamako, le 18 mai 2006 : « *L'aide publique au développement (...) doit s'accroître encore, mais (...) plus d'aide doit impliquer plus d'efficacité.* »

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### L'aide de la France : contre la pauvreté et pour la démocratie

#### Promouvoir la démocratie et inscrire la politique de coopération avec l'Afrique à l'échelon européen

La France doit cesser le soutien diplomatique, financier et militaire à des régimes autoritaires. En tant qu'actionnaire du FMI et de la Banque mondiale, elle doit obtenir que ces institutions cessent de dicter aux pays du Sud leurs politiques économiques. Au contraire, en cohérence avec les accords de Cotonou entre l'Union européenne et l'Afrique, la France doit conditionner l'aide aux Etats à de réels progrès en matière de procédures démocratiques, de respect des libertés fondamentales et de transparence budgétaire.

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Plus de multilatéral, plus d'ONG

Le programme du PS affirme que les modalités de l'aide « *devront changer pour utiliser davantage des formules multilatérales et s'appuyer plus sur les ONG qui sont sur le terrain.*

*Ses critères également : transparence, respect des Droits de l'Homme, lutte contre la corruption ».*

##### Réformer le FMI et la Banque mondiale

Il propose de « *réformer le FMI et la Banque mondiale (...) en remettant en cause la politique de conditionnalité* ».

##### Plus d'Europe, moins de France-Afrique

Enfin, le PS estime que « *Dans certains domaines, la politique européenne doit être le vecteur majeur de notre action. Ainsi, pour notre politique africaine : l'invention d'une autre voie, rompant avec la 'France/Afrique'* »

##### Cesser d'alimenter les gouvernements corrompus

Dans son discours de Villepinte, elle a indiqué que « *L'aide publique [serait] radicalement réformée et (...) [cesserait] d'alimenter les gouvernements corrompus.* ».

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Soutenir les régimes qui défendent la démocratie

Le programme de l'UMP promet en matière d'aide au développement, de « *n'accorder notre soutien qu'aux régimes qui défendent la démocratie et qui luttent activement contre la corruption* ». (...) « *Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus* ».

##### Nouvelle relation avec l'Afrique

À Cotonou, Nicolas Sarkozy a déclaré « *Il nous faut construire une relation nouvelle [entre la France et l'Afrique], assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé (...)*

*Cette relation doit être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, (...) définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés. (...) Nous voulons dialoguer sur un pied d'égalité, entre partenaires responsables.* ».

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

---

### L'aide de la France : contre la pauvreté et pour la démocratie

#### ■ Annuler et faire annuler la dette publique et privée des pays du Sud Notamment quand

- Son remboursement empêche la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Un tel critère implique une annulation totale pour les pays pauvres et une annulation partielle pour une cinquantaine d'autres pays, pour un montant total d'environ 400 milliards d'euros.
- Elle est « odieuse », contractée avec des régimes dictatoriaux sans que la population n'en bénéficie. L'Assemblée nationale doit créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'un audit de ces dettes, afin d'identifier les mécanismes défaillants et les bénéficiaires.

#### ■ Ségolène Royal / Parti socialiste

Le programme du PS affirme « *Nous présenterons une proposition d'annulation totale de la dette des pays les plus pauvres.* »

#### ■ Nicolas Sarkozy / UMP

Le programme de l'UMP propose de « *supprimer la dette des pays pauvres qui font des efforts pour préserver leur biodiversité malgré les contraintes et les coûts présents que cela représente* »

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### L'aide de la France : contre la pauvreté et pour la démocratie

#### Améliorer la transparence et le contrôle parlementaire sur la politique étrangère

La relation de la France avec l'Afrique doit cesser d'être la chasse gardée du président de la République. La politique de la France au sein du FMI et de la Banque mondiale ne doit plus rester la prérogative du ministère des Finances. Les représentants du peuple doivent assurer un contrôle accru de l'action internationale de la France, en créant une délégation parlementaire aux négociations et à la coopération internationales et en instituer un débat parlementaire annuel sur les politiques de développement.

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Associer le Parlement

Le programme du PS affirme que « le pouvoir du Parlement sera renforcé. Le Parlement sera mieux associé à l'élaboration de la politique étrangère et de défense ainsi qu'à la conduite des négociations commerciales internationales et au contrôle des institutions financières internationales. »

##### Une délégation parlementaire à la coopération et aux négociations internationales

Ségolène Royal va plus loin dans sa réponse du 7 février au CCFD : « je retiens votre proposition de mettre en place une délégation parlementaire aux négociations et à la coopération internationales. »

##### Un débat parlementaire en cas d'intervention armée

Dans ce même courrier, elle propose « qu'un débat à l'Assemblée nationale soit obligatoire en cas d'intervention armée dans un conflit sur le continent africain » et que « nos accords de coopération, et notamment nos accords de défense et de coopération militaire soient réexaminés par le Parlement ».

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Donner des moyens de contrôle au Parlement

Le programme de l'UMP affirme que « le Parlement aura les moyens de contrôler le fonctionnement de l'administration, la maîtrise des dépenses publiques, la pertinence des politiques publiques (...). [Il] sera davantage associé à la détermination des politiques européenne, étrangère et de défense de la France ».

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### La politique agricole française et européenne, une arme contre la pauvreté

#### Faire du soutien à l'agriculture familiale une priorité politique

- En renforçant l'aide publique au développement française en faveur d'une production familiale diversifiée, en particulier pour les productions vivrières destinées au marché local et régional
- En exigeant une meilleure répartition et un plafonnement des aides de la PAC, afin de réorienter la production agricole européenne vers des priorités de sécurité alimentaire et de développement rural en Europe.
- En mettant fin au dumping de produits agricoles à bas prix sur les marchés mondiaux.

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Orienter la PAC vers le développement rural

Le programme du parti socialiste prévoit de « soutenir l'agriculture de qualité, et de réorienter la PAC vers le développement rural, en répartissant la production sur tout le territoire, tout en plafonnant et modulant les primes. »

##### Orienter les agriculteurs vers la fourniture d'énergie

Dans ses 100 propositions, Ségolène Royal prévoit de « transférer aux Régions la gestion des aides directes à l'agriculture », et veut « encourager les contributions des agriculteurs à la fourniture d'énergie (biomasse, agro-carburants, biogaz, fermes éoliennes). »

##### Favoriser les projets concertés

Dans sa proposition 95, elle s'engage à « réviser notre politique d'aide au développement : passer à un véritable co-développement en favorisant les projets concertés associant directement les bénéficiaires ».

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Priorité à l'autosuffisance alimentaire européenne

Le programme de l'UMP souligne le souci de « défendre une Europe qui assure en particulier l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, l'approvisionnement énergétique et la lutte contre le changement climatique ». A cette fin il soutient « le principe de préférence communautaire » afin que « l'Europe agisse comme un grand marché intérieur ».

##### Défendre les subventions agricoles

L'UMP envisage de défendre « la politique agricole commune – c'est-à-dire le principe des aides aux agriculteurs – auprès de nos partenaires européens et dans les enceintes de l'OMC ».

##### Afrique : développer les infrastructures

Par ailleurs, le programme prévoit un « recentrage de l'aide au développement sur l'Afrique subsaharienne ». Même s'ils ne sont pas cités systématiquement dans les priorités, « le développement de l'agriculture et l'équipement en infrastructures essentielles (transports, énergie...) » sont mentionnés.

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### La politique agricole française et européenne, une arme contre la pauvreté

#### Défendre la souveraineté alimentaire, en particulier le droit à la protection des marchés

- dans les négociations d'Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) : la priorité devrait être de promouvoir les échanges entre les pays de la région.
- à l'OMC, en soutenant fortement la demande des PED de pouvoir soustraire de la libéralisation les produits vitaux pour leur développement (soutien à une définition large et ouverte des Produits spéciaux et Mesures de sauvegarde).

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Priorité au développement

Le programme du PS s'engage à « *défendre le principe de souveraineté alimentaire au niveau mondial* ». Dans le document annexe au programme du PS, il est spécifié que la politique commerciale de l'Union Européenne pourrait reposer sur différents principes, dont « *[...] la priorité au développement dans les règles commerciales ; cela passe par l'acceptation, pour les pays développement, du maintien durable du « traitement spécial et différencié* », et, pour les pays les moins avancés (PMA), d'un accès libre de droits et de quotas (comme l'initiative « Tout Sauf les Armes »), c'est à dire des dispositions plus favorables pour les pays pauvres que ceux accordés aux pays industrialisés».

##### Maîtriser la mondialisation

Parmi ses 100 propositions, Ségolène Royal insiste sur la nécessité de « *Maîtriser la mondialisation en oeuvrant à une plus grande transparence et efficacité des instruments de régulation.*»

Introduire à l'OMC une hiérarchie des normes qui équilibre les mesures de nature commerciale par le respect des normes sociales et environnementales (Proposition 95).

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Libéralisation des échanges

Le programme de l'UMP affirme son acceptation du « *principe de la libéralisation des échanges, qui réduit le prix des biens pour tous les consommateurs, mais à condition qu'il y ait de la réciprocité de la part des pays aussi développés que le nôtre comme de la part des pays émergents* ».

##### Une organisation mondiale de l'environnement pour contrebalancer l'OMC

Cependant il considère que « *l'OMC ne peut pas être la seule organisation internationale de régulation de la mondialisation* ». Il propose de « *contrebalancer l'OMC par une organisation mondiale de l'environnement dotée de pouvoirs de contrainte et chargée, notamment, de veiller à ce que le développement du commerce mondial ne se fasse pas aux dépens de la préservation de l'environnement* ».

##### Conserver des régimes de faveur pour des pays très pauvres

L'UMP prévoit par ailleurs « *d'exiger la réciprocité en matière de libéralisation des échanges* », tout en soulignant qu'il faut « *conserver les régimes de faveur en faveur des pays très pauvres* ».

## Comparaison des engagements des candidats et des partis sur les sujets de solidarité internationale portés par le CCFD

### La politique agricole française et européenne une arme contre la pauvreté

#### Exercer un contrôle plus strict sur les entreprises agro-alimentaires

- Développer le cadre législatif existant en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises et l'étendre à leurs activités dans les PED - rendre obligatoire pour l'ensemble des entreprises l'élaboration de rapports de développement durable y compris sur leurs activités à l'étranger.
- Défendre des prix et salaires rémunérateurs pour les agriculteurs et salariés agricoles des pays du Sud comme des pays européens, notamment en contrôlant les marges bénéficiaires des entreprises agroalimentaires.

#### Ségolène Royal / Parti socialiste

##### Responsabilité sociale et environnementale des entreprises

Le programme du PS indique que « *les pays industrialisés et, au premier chef, les Etats membres de l'Union Européenne doivent faire respecter les principes directeurs en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises multinationales définies en accord avec les syndicats et les ONG au sein de l'OCDE. Ces principes doivent devenir des normes de droit contraignantes pour les entreprises de l'Union européenne* ».

##### Conditionner les aides à l'engagement de ne pas licencier

Ségolène Royal prévoit des mesures afin de « *Conditionner les aides publiques aux entreprises à l'engagement de ne pas licencier quand l'entreprise dégagne des profits substantiels et obtenir le remboursement en cas de délocalisation* ».

#### Nicolas Sarkozy / UMP

##### Proposer des alternatives pour les emplois menacés par les délocalisations

Le programme de l'UMP prévoit de « *Mettre en place au niveau européen un Trade adjustment act à l'européenne, permettant de proposer aux salariés dont les emplois sont menacés par la mondialisation des alternatives professionnelles dans leur bassin d'emploi* ».

##### Agro-alimentaire : produire plus de richesse

« *Améliorer le fonctionnement des filières agroalimentaires, afin de produire plus de richesse et de mieux la partager* ».

##### Agriculteurs et grande distribution

« *Faire respecter la loi et les règles de la concurrence loyale dans les rapports entre les agriculteurs et la grande distribution et assurer la transparence des prix* ».

##### Entreprises agro-alimentaires familiales

« *Permettre aux agriculteurs, par l'intermédiaire d'un fonds mutualisé, de reprendre des entreprises agroalimentaires françaises familiales menacées de rachat par des investisseurs étrangers ou d'investir en actions dans des grandes sociétés agroalimentaires nationales* ».